

États financiers consolidés de

# **ERGORECHERCHE LTÉE**

pour les exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

# ERGORECHERCHE LTÉE

Table des matières

---

	<b>Page</b>
<b>Rapport des auditeurs indépendants</b>	
États consolidés de la situation financière	1
États consolidés du résultat global	2
États consolidés des variations des capitaux propres	3
Tableaux consolidés des flux de trésorerie	4
Notes afférentes aux états financiers consolidés	5 - 44



**KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.**  
Tour KPMG, Bureau 1500  
600, boul. de Maisonneuve Ouest  
Montréal (Québec) H3A 0A3  
Canada

Téléphone (514) 840-2100  
Télécopieur (514) 840-2187  
Internet [www.kpmg.ca](http://www.kpmg.ca)

## **RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS**

Aux actionnaires de Ergorecherche Itée

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Ergorecherche Itée, qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 30 juin 2016 et au 30 juin 2015, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### *Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### *Responsabilité des auditeurs*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.



Page 2

*Opinion*

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de Ergorecherche Itée au 30 juin 2016 et au 30 juin 2015, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux IFRS.

*KPMG A.R.L. / S.E.N.C.R.L.\**

Le 25 octobre 2016

Montréal, Canada

# ERGORECHERCHE LTÉE

États consolidés de la situation financière  
(en dollars canadiens)

30 juin 2016 et 2015

	2016	2015
<b>Actifs</b>		
Actifs courants		
Trésorerie	2 009 178 \$	2 075 015 \$
Placements temporaires (note 4)	6 006 792	7 928 908
Clients et autres débiteurs (notes 5 et 9)	705 330	684 669
Impôts sur le résultat à recevoir	–	27 424
Crédits d'impôt à l'investissement à recevoir	52 190	120 158
Stocks (notes 6 et 9)	2 018 875	2 237 581
Charges payées d'avance	167 565	149 849
	10 959 930	13 223 604
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles (note 7)	1 966 952	2 081 871
Immobilisations incorporelles (note 8)	2 949 213	3 403 542
Goodwill (note 8)	2 692 367	2 692 367
Autre actif	23 979	23 979
Impôts et crédits d'impôts différés (note 19)	4 452 519	4 452 519
	12 085 030	12 654 278
<b>Total des actifs</b>	<b>23 044 960 \$</b>	<b>25 877 882 \$</b>
<b>Passifs et capitaux propres</b>		
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs (note 10)	1 045 937 \$	1 663 403 \$
Produits différés (note 11)	292 363	369 029
Dette à long terme échéant à moins d'un an (note 12)	360 626	1 031 213
	1 698 926	3 063 645
Passifs non courants		
Dette à long terme (note 12)	–	840 653
Obligations locatives reportées	60 463	74 281
	60 463	914 934
<b>Total des passifs</b>	<b>1 759 389</b>	<b>3 978 579</b>
Capitaux propres (note 13)		
Capital-actions	14 197 938	14 931 187
Surplus d'apport	386 144	392 139
Résultats non distribués	6 701 489	6 575 977
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>21 285 571</b>	<b>21 899 303</b>
Engagements (note 14)		
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>23 044 960 \$</b>	<b>25 877 882 \$</b>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil,

\_\_\_\_\_, administrateur

\_\_\_\_\_, administrateur

# ERGORECHERCHE LTÉE

États consolidés du résultat global  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

	2016	2015
Produits	14 326 767 \$	15 498 000 \$
Charges opérationnelles <sup>i)</sup>		
Coût des ventes, frais de vente et d'opération	10 504 244	11 718 512
Frais d'administration	3 302 054	3 533 259
Recherche et développement, déduction faite des crédits d'impôt remboursables de 52 190 \$ (55 959 \$ en 2015) et des subventions de 231 083 \$ (56 646 \$ en 2015)	408 930	360 740
	14 215 228	15 612 511
Résultat opérationnel	111 539	(114 511)
Autres éléments (note 16)	(170 393)	339 912
Produits et charges financiers		
Intérêts et frais bancaires	199 555	222 125
Intérêts sur la dette à long terme	60 648	116 145
Revenus d'intérêts	(92 598)	(130 544)
Perte (gain) sur conversion de devises	16 908	(19 512)
	184 513	188 214
Résultat avant impôts	97 419	(642 637)
Charge d'impôts sur le résultat (note 18)		
Recouvrés	(14 314)	(20 738)
Différés	–	6 401 319
	(14 314)	6 380 581
Résultat net et résultat global de l'exercice	111 733 \$	(7 023 218) \$
Attribuable aux :		
Propriétaires de la Société	111 733 \$	(6 981 455) \$
Participation ne donnant pas le contrôle (note 15)	–	(41 763)
	111 733 \$	(7 023 218) \$
Résultat par action de base et dilué de l'exercice	– \$	(0,09) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice		
De base (note 13)	75 185 043	75 851 440
Dilué (note 13)	75 892 672	75 851 440

<sup>i)</sup> Les charges opérationnelles incluent une charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles totalisant 999 456 \$ (982 725 \$ en 2015).

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

# ERGORECHERCHE LTÉE

États consolidés des variations des capitaux propres  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

	Attribuable aux propriétaires de la Société					
	Capital- actions	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Total	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 1 <sup>er</sup> juillet 2014	14 692 692 \$	398 134 \$	13 609 926 \$	28 700 752 \$	214 269 \$	28 915 021 \$
Résultat net	–	–	(6 981 455)	(6 981 455)	(41 763)	(7 023 218)
Transactions avec les propriétaires, inscrites directement dans les capitaux propres :						
Exercice d'options (note 13 a))	13 495	(5 995)	–	7 500	–	7 500
Acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle (notes 13 a) et 15)	225 000	–	(52 494)	172 506	(172 506)	–
<b>Solde au 30 juin 2015</b>	<b>14 931 187 \$</b>	<b>392 139 \$</b>	<b>6 575 977 \$</b>	<b>21 899 303 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>21 899 303 \$</b>
Solde au 1 <sup>er</sup> juillet 2015	14 931 187 \$	392 139 \$	6 575 977 \$	21 899 303 \$	– \$	21 899 303 \$
Résultat net	–	–	111 733	111 733	–	111 733
Transactions avec les propriétaires, inscrites directement dans les capitaux propres :						
Exercice d'options (note 13 a))	13 495	(5 995)	–	7 500	–	7 500
Actions annulées à la suite du rachat public d'actions (note 13 a))	(746 744)	–	13 779	(732 965)	–	(732 965)
<b>Solde au 30 juin 2016</b>	<b>14 197 938 \$</b>	<b>386 144 \$</b>	<b>6 701 489 \$</b>	<b>21 285 571 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>21 285 571 \$</b>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Tableaux consolidés des flux de trésorerie  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

	2016	2015
Provenance (affectation) de la trésorerie		
Exploitation		
Résultat net	111 733 \$	(7 023 218)\$
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles (note 7)	492 126	531 271
Dotation à l'amortissement des immobilisations incorporelles (note 8)	507 330	451 454
Charge d'obligations locatives reportées	(13 818)	(4 865)
Intérêts sur la dette à long terme	60 648	116 145
Revenus d'intérêts	(92 598)	(130 544)
(Recouvrement) charge d'impôts sur les résultats	(14 314)	6 380 581
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement reliés aux activités opérationnelles (note 21)	(442 210)	928 698
Intérêts payés en trésorerie	(48 932)	(110 869)
Intérêts reçus en trésorerie	92 598	130 544
Impôts sur le résultat reçus en trésorerie	41 738	66 010
	694 301	1 335 207
Financement		
Exercice d'options	7 500	7 500
Rachat d'actions ordinaires	(732 965)	–
Remboursement de la dette à long terme	(1 526 581)	(1 579 118)
	(2 252 046)	(1 571 618)
Investissement		
Disposition (acquisition) de placements temporaires	1 922 116	(117 304)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(53 001)	(139 286)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(377 207)	(127 086)
	1 491 908	(383 676)
Diminution nette de la trésorerie	(65 837)	(620 087)
Trésorerie au début de l'exercice	2 075 015	2 695 102
Trésorerie à la fin de l'exercice	2 009 178 \$	2 075 015 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

---

Ergorecherche ltée (la « Société ») a été constituée le 21 août 2001 en vertu de la *Loi sur les corporations* de l'Alberta. Les actions de la Société sont cotées en bourse au TSX Venture, sous le symbole ERG, depuis le 10 juillet 2002.

La Société exploite une entreprise de fabrication et de vente d'orthèses plantaires et d'orthèses générales et effectue la mise au point d'équipement médical durable pour le marché orthopédique.

L'adresse du siège social est le 2101, boulevard Le Carrefour, bureau 200, Laval, Québec, Canada, H7S 2J7.

## 1. Base d'établissement

### a) Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés pour les exercices clos les 30 juin 2016 et 2015 ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, comme ils sont énoncés dans la Partie 1 du *Manuel de CPA Canada*, laquelle inclut les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

### b) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été préparés sur la base du coût historique sauf pour la rémunération à base d'actions évaluée à la juste valeur à la date de l'octroi. Les états financiers consolidés ont été établis sur le principe de la continuité de l'exploitation.

### c) Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les éléments des états financiers de chacune des entités de la Société sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »).

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société. Toutes les filiales de la Société ont également le dollar canadien comme monnaie fonctionnelle. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au dollar près, sauf les données par actions.

### d) Approbation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés ont été approuvés le 25 octobre 2016 par le conseil d'administration qui a également approuvé leur publication.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

---

## 2. Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables énoncées ci-dessous ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes présentées dans les états financiers consolidés, sauf indication contraire.

### a) Périmètre de consolidation

#### i) Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition à la date d'acquisition, soit à la date où le contrôle est transféré à la Société. Le contrôle se définit comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de retirer des avantages de ses activités. La Société évalue le goodwill comme étant la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris le montant comptabilisé de toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise, diminué du montant comptabilisé, déduction faite des actifs acquis et des passifs pris en charges indetifiables, tous évalués à la date d'acquisition. Si la contrepartie est inférieure à la juste valeur de l'actif net de l'entreprise acquise, la différence est immédiatement constatée au résultat à titre de profit résultant d'un achat à prix avantageux. Pour chaque transaction, la Société choisit d'évaluer les participations ne donnant pas le contrôle, soit à leur juste valeur, ou à une valeur correspondant à leur quote-part du montant comptabilisé pour l'actif net identifiable, à la date d'acquisition.

Les coûts de transaction et autres coûts directs d'un regroupement d'entreprises ne sont pas considérés comme faisant partie de la transaction d'acquisition d'entreprises. Ces coûts sont plutôt passés en charges au moment où ils sont engagés.

#### ii) Filiales

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et ses filiales. Les filiales sont des entités contrôlées par la Société. Les états financiers des filiales sont intégrés dans les états financiers consolidés depuis la date de la prise du contrôle jusqu'à la date de la perte du contrôle. Les soldes et opérations intersociétés ont été éliminés au moment de la consolidation.

#### iii) Transactions et participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle sont représentées par les participations dans les filiales détenues par des parties externes. La quote-part de l'actif net des filiales attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est présentée comme une composante des capitaux propres. Leur quote-part du résultat net et du résultat global est comptabilisée directement en capitaux propres même si le solde des résultats de la participation ne donnant pas le contrôle est déficitaire.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

---

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

### a) Périmètre de consolidation (suite)

#### iii) Transactions et participations ne donnant pas le contrôle (suite)

Les modifications apportées à la participation de la Société dans une filiale n'entraînant pas la perte du contrôle sont comptabilisées comme étant des transactions avec les propriétaires agissant en cette qualité. Les ajustements apportés aux participations ne donnant pas le contrôle sont basés sur un montant proportionnel de la valeur comptable de l'actif net de la filiale. Aucun gain ni perte n'est constaté dans le résultat.

L'écart entre la juste valeur de la contrepartie payée et l'ajustement au titre de la participation ne donnant pas le contrôle est comptabilisé dans les capitaux propres.

### b) Conversion des devises

#### *Transactions en devises étrangères*

À la date de chaque état consolidé de la situation financière, les actifs et les passifs monétaires libellés dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de la Société (monnaies étrangères) sont convertis en dollars canadiens au cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les actifs et les passifs non monétaires sont convertis au cours de change historique à la date de la transaction. Les produits et les charges libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les profits et pertes de change sont constatés dans les états consolidés du résultat global de l'exercice au cours duquel ils surviennent.

### c) Évaluation des stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les matières premières et les produits finis acquis sont évalués au coût d'acquisition. Le coût des produits finis fabriqués comprend les matières premières et la main-d'œuvre directe. Une provision est constituée pour les stocks désuets et à rotation lente, selon leur usage prévu et leur valeur de réalisation nette. La valeur de réalisation nette est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué de tous les coûts additionnels estimés pour l'achèvement et la vente. Lors de l'estimation de la valeur de réalisation nette, la Société utilise les valeurs disponibles au moment de l'estimation.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

---

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

### d) Crédits d'impôt à l'investissement

La Société demande des crédits d'impôt à l'investissement parce qu'elle a engagé des dépenses pour la recherche scientifique et le développement expérimental. Les crédits d'impôt sont comptabilisés selon la méthode de la réduction du coût. Les crédits d'impôt à l'investissement sont constatés lorsque les dépenses connexes sont engagées et qu'il existe une assurance raisonnable qu'ils se matérialiseront. Les crédits d'impôt à l'investissement sont sujets à un examen de la part du gouvernement, lequel pourrait résulter en un ajustement au résultat global de l'exercice.

### e) Recherche et développement

La Société engage annuellement des frais liés à des activités de recherche et de développement de nouveaux produits ou de nouvelles technologies. Les frais de recherche et de développement sont passés en charges, sauf lorsque les frais de développement répondent à certaines conditions identifiables justifiant le report. Les frais de développement, qui comportent des avantages économiques futurs probables, qui peuvent être clairement définis et évalués et qui sont engagés pour le développement de nouveaux produits ou de nouvelles technologies, sont capitalisés et présentés en immobilisations incorporelles. Ces frais de développement, déduction faite des crédits d'impôt pour la recherche et le développement connexes, ne sont amortis que lorsque les produits ou technologies sont commercialisés, et leur amortissement se fait sur la durée de vie estimative de la production commerciale.

La méthode d'amortissement et la durée de vie de la production commerciale sont évaluées annuellement.

### f) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût après déduction du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Lorsqu'un élément des immobilisations comporte des composantes importantes aux durées d'utilité différentes, ces composantes sont comptabilisées comme des éléments distincts des immobilisations corporelles. Le coût comprend les frais qui sont directement attribuables à l'acquisition, au développement ou à la construction de l'actif. Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct, selon le cas, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'élément iront à la Société et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. Les frais de réparation et d'entretien sont imputés à l'état du résultat global de l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

---

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

### f) Immobilisations corporelles (suite)

L'amortissement est comptabilisé sur leur durée d'utilité en tenant compte de leur valeur résiduelle, et ce, au moyen des méthodes d'amortissement présentées ci-après. Les durées d'utilité estimées, les valeurs résiduelles et les méthodes d'amortissement sont révisées à la fin de chaque période de présentation de l'information financière, et l'incidence des changements d'estimation fait l'objet d'une comptabilisation prospective.

---

Élément d'actif	Méthode	Taux/période
Améliorations locatives	Amortissement linéaire	Sur la durée du bail plus une période d'option de renouvellement
Équipement et mobilier de bureau	Amortissement dégressif	20 %
Matériel informatique	Amortissement dégressif	30 %
Équipement et outillage	Amortissement dégressif	20 - 30 %
Matériel roulant	Amortissement dégressif	30 %
Enseignes	Amortissement linéaire	5 ans
Moules	Amortissement linéaire	14 ans

---

La valeur comptable d'une immobilisation corporelle doit être décomptabilisée lors de sa sortie ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation. Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'une immobilisation corporelle doit être déterminé comme la différence entre le produit de la sortie et la valeur comptable de l'immobilisation corporelle et est comptabilisé aux états consolidés du résultat global.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

### g) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont comptabilisées au coût après déduction du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. La méthode de l'amortissement, la durée d'utilité et les valeurs résiduelles sont déterminées annuellement. L'incidence des changements d'estimation fait l'objet d'une comptabilisation prospective.

Élément d'actif	Méthode	Taux/période
Brevet	Amortissement linéaire	9 ans
Dossiers patients, permis et autres	Amortissement linéaire	14 ans
Logiciels	Amortissement dégressif	20 - 30 %
Clause de non-concurrence	Amortissement linéaire	5 ans
Technologie de tapis capteur	Amortissement linéaire	Sur le nombre d'unités fabriquées prévues

### h) Goodwill

Les montants du goodwill représentent l'excédent du coût d'une entreprise acquise par rapport à la juste valeur de l'actif identifiable net sous-jacent acquis de l'entreprise à la date d'acquisition. Le goodwill n'est pas amorti mais plutôt soumis à un test de dépréciation sur une base annuelle. Aux fins du test de dépréciation, le goodwill est affecté aux unités génératrices de trésorerie (« UGT ») de la Société qui sont susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement et qui représentent le niveau le plus bas pour lequel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne de la Société. Les UGT auxquelles le goodwill a été alloué sont soumises à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situations indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur réduit en premier lieu la valeur comptable du goodwill qui y est affecté et réduit ensuite la valeur comptable des autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité. Une perte de valeur ne peut pas être reprise contre un goodwill dans une période ultérieure.

La Société a choisi d'effectuer son test de dépréciation annuel au cours du quatrième trimestre de chaque exercice.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

---

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

### i) Dépréciation des actifs non financiers excluant le goodwill

La Société révisé les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour déterminer s'il existe un quelconque indice que ces actifs ont subi une perte de valeur. Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable. La valeur recouvrable est définie comme étant la valeur la plus élevée entre la juste valeur d'un actif, diminuée des coûts de la vente et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation et de la sortie finale d'un actif, calculée à l'aide d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les actifs qui ne peuvent pas être soumis au test de dépréciation sur une base individuelle sont regroupés au sein des UGT, soit au niveau du plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Lorsque la valeur comptable d'un actif excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié. Une perte de valeur est comptabilisée, correspondant à l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif.

### j) Obligations locatives reportées

Les paiements au titre de contrats de location simple sont comptabilisés en charges de façon linéaire sur toute la durée du contrat de location à moins qu'une autre base systématique ne soit plus représentative de l'échelonnement dans le temps de l'avantage retiré de l'utilisation du bien loué. Dans le cas où des incitatifs à la location sont reçus pour conclure un contrat de location simple, ces incitatifs sont comptabilisés dans le passif à titre d'obligations locatives reportées. Le profit cumulé des incitatifs est comptabilisé comme une diminution de la charge locative sur la durée du contrat de location sur une base linéaire à moins qu'une autre méthode systématique ne soit plus représentative de l'échelonnement dans le temps de l'avantage retiré de l'utilisation du bien loué.

### k) Constatation des produits

Les produits doivent être comptabilisés lorsque les conditions suivantes sont remplies : leur montant peut être évalué de façon fiable; il est probable que les avantages économiques futurs iront à la Société; la Société a transféré à l'acheteur les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens; elle continue à n'être impliquée ni dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des biens cédés; et les coûts engagés ou à être engagés concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

---

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

### k) Constatation des produits (suite)

Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite de tout rabais ou d'autres réductions similaires.

La Société diffère les produits correspondant à la juste valeur du programme de fidélisation. Les produits différés au titre du programme sont inclus dans les produits différés dans les états consolidés de la situation financière. Lorsque les participants au programme font valoir leur remise, la valeur de remboursement est portée en déduction du solde des produits différés et constatée à titre de produits.

La juste valeur estimative du programme de fidélisation est calculée en fonction du nombre moyen pondéré d'unités dont l'échange est attendu. La Société revoit sur une base régulière les tendances en matière de taux d'échange des remises et elle ajuste, le cas échéant, la juste valeur estimative du programme en fonction du volume d'échanges futurs prévus.

### l) Instruments financiers

Lors de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif financier, il doit être évalué à sa juste valeur. Les coûts de transaction directement imputables à l'acquisition ou à l'émission de l'actif ou du passif financier, à l'exception des actifs et des passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, sont ajoutés ou déduits de la juste valeur de cet actif ou de ce passif financier, selon le cas, lors de la comptabilisation initiale. Les coûts de transaction directement imputables à l'acquisition d'actifs ou de passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés immédiatement aux états consolidés du résultat global.

#### i) Actifs financiers

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif et ne sont pas détenus aux fins de négociation. Ils sont inclus dans l'actif courant, sauf si la durée à courir jusqu'à leur échéance est de plus de 12 mois à compter de la date de clôture, auquel cas ils sont inclus dans l'actif non courant. Les prêts et créances comprennent la trésorerie, les placements temporaires et les clients et autres débiteurs. Ces actifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur majorée des coûts de transaction et ultérieurement évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

---

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

### l) Instruments financiers (suite)

#### i) Actifs financiers (suite)

Chaque date de clôture, la Société évalue s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier. S'il existe une telle indication, la Société comptabilise une perte de valeur de la façon suivante pour les actifs financiers évalués au coût amorti : la perte de valeur correspond à la différence entre le coût amorti du prêt ou de la créance et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'instrument. La valeur comptable de l'actif financier est réduite de ce montant soit directement, soit par l'utilisation d'un compte de correction de valeur. Les pertes de valeur sur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont reprises au cours de périodes ultérieures si le montant de la perte diminue et que la diminution peut être objectivement reliée à un événement survenant après la comptabilisation de la perte de valeur.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie ont expiré ou ont été transférés et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif transféré.

#### ii) Passifs financiers

Les passifs financiers de la Société comprennent les fournisseurs et autres créditeurs et la dette à long terme. Ils sont initialement comptabilisés à la juste valeur, déduction faite des coûts de transaction engagés, et sont ultérieurement comptabilisés au coût amorti. Toute différence entre le produit (après déduction des coûts de transaction) et la valeur de rachat est comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée de l'emprunt, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les passifs financiers sont classés dans le passif courant, sauf si la Société dispose d'un droit inconditionnel de différer le règlement du passif pour au moins 12 mois après la date de clôture.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

---

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

### m) Impôts sur le résultat

La Société comptabilise la charge d'impôts selon la méthode de l'actif et du passif d'impôts différés. Les actifs et les passifs d'impôts différés sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Les actifs d'impôts différés comprennent également des crédits d'impôt différés non remboursables liés aux acquisitions d'entreprises et qui peuvent être réalisés uniquement à l'encontre d'impôts à payer dans le futur. Tout changement survenu dans le montant net des actifs et passifs d'impôts différés est porté au résultat net. Les actifs et passifs d'impôts différés sont déterminés en fonction des taux d'imposition et des lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui, selon ce qui est à prévoir, s'appliqueront au revenu imposable des exercices au cours desquels les actifs et passifs seront recouverts ou réglés. Les actifs d'impôts différés sont constatés lorsqu'il est probable qu'ils se réaliseront.

La charge d'impôts comprend l'impôt exigible et différé. Cette charge est constatée dans le résultat net. L'actif ou le passif d'impôt exigibles correspond aux obligations ou aux réclamations des exercices précédents ou courants des autorités fiscales qui ne sont toujours pas reçues ou payées à la fin de l'exercice. L'impôt exigible est calculé en fonction du bénéfice fiscal, qui diffère du résultat net. Ce calcul a été effectué en fonction des taux d'imposition et des lois en vigueur ou quasi-adoptées à la fin de l'exercice.

### n) Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le calcul du résultat dilué par action est effectué en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour les instruments dilutifs. Le nombre d'actions incluses relativement aux options sur actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions. Les actions ordinaires potentiellement dilutives de la Société comprennent les options sur actions.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

---

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

### o) Rémunération à base d'actions

La Société comptabilise son plan de rémunération à base d'actions, décrit à la note 13, selon la méthode de la juste valeur. Cette méthode consiste à comptabiliser les charges en résultat sur la période d'acquisition des options attribuées et à comptabiliser la contrepartie en surplus d'apport dans les états consolidés de la situation financière. La juste valeur de la rémunération est établie selon le modèle d'établissement du prix des options de Black et Scholes. Lorsque les options sur actions sont exercées, toute contrepartie payée est portée au capital social. À la clôture de chaque exercice, la Société révisé son estimation du nombre d'options pour lesquelles il est prévu que les droits seront acquis. Elle comptabilise l'incidence de la révision de l'estimation initiale, le cas échéant, dans les états consolidés du résultat global, en apportant un ajustement correspondant aux capitaux propres.

### p) Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque la Société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé dont le montant peut être estimé de manière fiable et qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation. La Société ne comptabilise pas de provision au titre des pertes opérationnelles futures.

Lorsque l'effet de la valeur temps est significatif, le montant de la provision correspond à la valeur actuelle des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour éteindre l'obligation. Cette valeur actuelle est établie au moyen d'un taux avant impôt reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à cette obligation. L'augmentation de la provision résultant de l'écoulement du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts, le cas échéant.

### q) Évaluation de la juste valeur

La Société classe les évaluations à la juste valeur selon une hiérarchie des justes valeurs qui reflète le poids relatif des données d'entrée utilisées pour réaliser les évaluations. Les IFRS établissent une hiérarchie des justes valeurs en fonction du niveau des indications indépendantes et objectives des données d'entrée utilisées pour réaliser les évaluations de la juste valeur.

Les données utilisées pour évaluer la juste valeur sont réparties entre trois niveaux :

Niveau 1 - s'applique aux actifs ou aux passifs pour lesquels il existe des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

---

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

### q) Évaluation de la juste valeur (suite)

Niveau 2 - s'applique aux actifs et aux passifs pour lesquels il existe des données autres que les prix cotés visés au Niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné soit directement, à savoir des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs similaires, soit indirectement, à savoir des prix cotés sur des marchés dont le volume est insuffisant ou les transactions non fréquentes pour des actifs ou des passifs similaires.

Niveau 3 - s'applique aux actifs et aux passifs pour lesquels il n'existe pas de données d'entrée observables de marché.

### r) Informations sectorielles

La Société gère ses activités en fonction d'un seul secteur à présenter. Le secteur opérationnel présenté rend compte de la manière dont l'information de gestion est présentée au principal décideur opérationnel.

### s) Nouvelles normes comptables et interprétations non encore adoptées

*Initiative concernant les informations à fournir : modifications de l'IAS 1*

Le 18 décembre 2014, l'IASB a publié des modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, dans le cadre de son initiative majeure visant à améliorer la présentation et les informations à fournir dans les rapports financiers (l'« Initiative concernant les informations à fournir »). Les modifications s'appliquent aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. Leur adoption anticipée est permise.

Ces modifications n'entraînent pas de changements importants par rapport à la pratique actuelle, mais elles devraient faciliter une présentation améliorée des informations à fournir dans les états financiers consolidés.

La Société envisage d'adopter ces modifications dans ses états financiers consolidés de la période annuelle ouverte le 1<sup>er</sup> juillet 2016. L'ampleur de l'incidence de l'adoption des modifications n'a pas encore été déterminée.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

---

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

- s) Nouvelles normes comptables et interprétations non encore adoptées (suite)

*IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. La nouvelle norme s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Son application anticipée est permise. L'IFRS 15 remplacera l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, l'IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, l'IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et la SIC-31, *Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité*.

Le 12 avril 2016, l'IASB a publié le document « Clarification de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* », qui entre en vigueur en même temps que l'IFRS 15.

La norme prévoit un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux approches de la comptabilisation des produits : à un moment donné ou au fil du temps. Le modèle proposé consiste en une analyse en cinq étapes des transactions, axée sur les contrats et visant à déterminer si les produits des activités ordinaires sont comptabilisés, quel montant est comptabilisé et à quel moment il l'est. De nouveaux seuils ont été mis en place relativement aux estimations et aux jugements, ce qui pourrait avoir une incidence sur le montant des produits comptabilisés et/ou sur le moment de leur comptabilisation.

La nouvelle norme s'applique aux contrats avec des clients. Elle ne s'applique pas aux contrats d'assurance, aux instruments financiers ou aux contrats de location, lesquels entrent dans le champ d'application d'autres IFRS.

Les clarifications apportées à l'IFRS 15 fournissent des directives supplémentaires concernant l'analyse en cinq étapes, la transition et l'application de la norme aux licences de propriété intellectuelle.

La Société envisage d'adopter l'IFRS 15 dans ses états financiers consolidés de la période annuelle ouverte le 1<sup>er</sup> juillet 2018. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de la norme n'a pas encore été déterminée.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

---

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

- s) Nouvelles normes comptables et interprétations non encore adoptées (suite)

### IFRS 9, *Instruments financiers*

Le 24 juillet 2014, l'IASB a publié la version complète de l'IFRS 9, dite IFRS 9 (2014).

La date d'entrée en vigueur obligatoire de l'IFRS 9 vise les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et l'IFRS 9 doit être appliquée rétrospectivement, sous réserve de certaines exemptions. L'adoption anticipée est permise. Le retraitement des périodes antérieures n'est pas exigé, et il est permis uniquement si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances *a posteriori*.

L'IFRS 9 (2014) met en place de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers. En vertu de l'IFRS 9 (2014), les actifs financiers sont classés et évalués en fonction du modèle économique selon lequel ils sont détenus et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels.

La norme instaure des changements additionnels relativement aux passifs financiers.

Elle modifie également le modèle de dépréciation en introduisant un nouveau modèle fondé sur les « pertes sur créances attendues » pour le calcul de la dépréciation.

L'IFRS 9 (2014) comprend aussi de nouvelles règles générales de comptabilité de couverture, ce qui aura pour effet d'aligner davantage la comptabilité de couverture sur la gestion des risques. Ces nouvelles règles ne modifient pas en profondeur les types de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité de la couverture. Toutefois, elles offriront un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées aux fins de la gestion des risques satisfaisant aux conditions d'application de la comptabilité de couverture et feront davantage appel au jugement dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité d'une relation de couverture.

Des dispositions transitoires particulières ont été établies aux fins de l'application des nouvelles règles générales de comptabilité de couverture.

La Société envisage d'adopter l'IFRS 9 (2014) dans ses états financiers consolidés de la période annuelle ouverte le 1<sup>er</sup> juillet 2018. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de la norme n'a pas encore été déterminée.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

---

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

- s) Nouvelles normes comptables et interprétations non encore adoptées (suite)

### IFRS 16, *Contrats de location*

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. L'adoption anticipée est permise pour les entités qui adoptent également l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, à la date de l'adoption initiale de l'IFRS 16 ou qui l'ont adopté avant cette date. L'IFRS 16 remplacera l'IAS 17, *Contrats de location*.

Cette norme instaure un modèle unique de comptabilisation par le preneur et oblige ce dernier à comptabiliser les actifs et les passifs liés à tous les contrats de location d'une durée de plus de 12 mois, à moins que la valeur de l'actif sous-jacent soit faible. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif lié au droit d'utilisation de l'actif sous-jacent et un passif lié au contrat de location qui représente son obligation d'effectuer des paiements locatifs.

Cette norme reprend en substance les exigences de comptabilisation pour le bailleur qui sont énoncées dans l'IAS 17, tout en exigeant de ce dernier qu'il présente des informations plus exhaustives.

D'autres aspects du modèle de comptabilisation des contrats de location ont été touchés, y compris la définition d'un contrat de location. Des dispositions transitoires ont également été prévues.

La Société envisage d'adopter l'IFRS 16 dans ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> juillet 2019. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme n'a pas encore été déterminée.

### *Initiative concernant les informations à fournir (modifications de l'IAS 7)*

Le 7 janvier 2016, l'IASB a publié le document *Initiative concernant les informations à fournir (modifications de l'IAS 7)*.

Les modifications s'appliquent de façon prospective aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017. L'application anticipée est permise.

Les modifications comprennent des obligations d'information qui permettent aux utilisateurs des états financiers consolidés d'évaluer les changements dans les passifs découlant d'activités de financement, y compris les changements découlant des flux de trésorerie et les changements sans effet de trésorerie. L'un des moyens de satisfaire à ces nouvelles obligations d'information consiste à effectuer un rapprochement entre les soldes d'ouverture et les soldes de clôture des passifs découlant d'activités de financement.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

---

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

- s) Nouvelles normes comptables et interprétations non encore adoptées (suite)

*Initiative concernant les informations à fournir (modifications de l'IAS 7) (suite)*

La Société envisage d'adopter les modifications de l'IAS 7 dans ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> juillet 2017. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme n'a pas encore été déterminée.

*Comptabilisation des actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes (modifications de l'IAS 12)*

Le 19 janvier 2016, l'IASB a publié le document *Comptabilisation des actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes (modifications de l'IAS 12)*.

Les modifications s'appliquent rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017. L'application anticipée est permise.

Les modifications précisent que l'existence d'une différence temporaire déductible dépend uniquement d'une comparaison de la valeur comptable d'un actif et de sa valeur fiscale à la fin de la période de présentation de l'information financière et qu'elle n'est pas touchée par d'éventuels changements de la valeur comptable ou de la manière attendue de recouvrer l'actif.

Les modifications clarifient également la méthode de détermination des bénéfices imposables futurs servant à évaluer l'utilisation des différences temporaires déductibles.

La Société envisage d'adopter les modifications de l'IAS 12 dans ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> juillet 2017. L'ampleur de l'incidence de l'adoption des modifications n'a pas encore été déterminée.

*Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions (modifications de l'IFRS 2)*

Le 20 juin 2016, l'IASB a publié des modifications de l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, en vue de clarifier comment doivent être comptabilisés certains types de transactions dont le paiement est fondé sur des actions.

Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. À des fins de simplification, les modifications peuvent être appliquées de manière prospective. L'application rétrospective ou anticipée est permise si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances *a posteriori*.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

---

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

s) Nouvelles normes comptables et interprétations non encore adoptées (suite)

*Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions (modifications de l'IFRS 2) (suite)*

Les modifications fournissent des exigences relativement à la comptabilisation :

- des effets des conditions d'acquisition des droits et des conditions accessoires à l'acquisition des droits sur l'évaluation des paiements fondés sur des actions qui sont réglés en trésorerie;
- des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui comportent des modalités de règlement net concernant l'obligation légale relative aux retenues d'impôt à la source;
- d'une modification des modalités et conditions ayant pour effet qu'une transaction dont le paiement est fondé sur des actions et est réglée en trésorerie soit reclassée comme étant réglée en instruments de capitaux propres.

La Société envisage d'adopter les modifications de l'IFRS 2 dans ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> juillet 2018. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de la norme n'a pas encore été déterminée.

## 3. Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations et jugements critiques de la direction

L'établissement d'états financiers consolidés conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Des informations concernant les jugements critiques réalisés lors de l'application des méthodes comptables qui ont le plus d'effet sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont présentées dans les notes suivantes :

- Note 8 - L'attribution du goodwill au groupe d'UGT auquel le goodwill est affecté et sa valeur comptable.
- Note 19 - L'évaluation de la probabilité que certains actifs d'impôts liés aux acquisitions d'entreprises seront admissibles en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

### 3. Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations et jugements critiques de la direction (suite)

Les hypothèses et les incertitudes relatives aux estimations qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif au cours des périodes subséquentes sont les suivantes :

- Note 8 - Recouvrabilité du goodwill et des actifs à long terme.
- Note 19 - L'évaluation des actifs d'impôts et crédits d'impôt différés.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions.

### 4. Placements temporaires

	2016	2015
Billet à court terme, 1,08 % (1,31 % en 2015), rachetable au gré de la Société	6 006 792 \$	7 928 908 \$

### 5. Clients et autres débiteurs

	2016	2015
Clients	345 406 \$	322 568 \$
Taxes de vente	80 829	110 276
Autres	279 095	251 825
	705 330 \$	684 669 \$

### 6. Stocks

	2016	2015
Produits finis	1 542 590 \$	1 644 278 \$
Matières premières et fournitures	476 285	593 303
	2 018 875 \$	2 237 581 \$

Le coût des stocks inclus dans le coût des ventes totalise 3 739 953 \$ en 2016 (4 178 247 \$ en 2015).

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

## 7. Immobilisations corporelles

	Améliorations locatives	Équipement et mobilier de bureau	Matériel informatique	Équipement et outillage	Matériel roulant	Enseignes	Moules	Total
<b>Coût</b>								
Solde au 30 juin 2014	2 644 370 \$	451 470 \$	621 414 \$	\$945 876 \$	39 114 \$	77 155 \$	28 352 \$	4 807 751 \$
Acquisitions	7 279	37 269	3 756	49 900	–	28 882	–	127 086
Solde au 30 juin 2015	2 651 649	488 739	625 170	995 776	39 114	106 037	28 352	4 934 837
Acquisitions	264 997	24 682	24 295	58 118	–	5 115	–	377 207
Radiation	(20 320)	(1 867)	(2 068)	(6 282)	–	(8 549)	–	(39 086)
Solde au 30 juin 2016	2 896 326 \$	511 554 \$	647 397 \$	1 047 612 \$	39 114 \$	102 603 \$	28 352 \$	5 272 958 \$
<b>Cumul des amortissements</b>								
Solde au 30 juin 2014	1 006 831 \$	288 990 \$	364 528 \$	578 321 \$	23 581 \$	38 864 \$	20 580 \$	2 321 695 \$
Amortissement	277 871	42 208	90 101	86 506	6 060	23 711	4 814	531 271
Solde au 30 juin 2015	1 284 702	331 198	454 629	664 827	29 641	62 575	25 394	2 852 966
Amortissement	295 566	35 199	57 510	78 155	2 842	19 896	2 958	492 126
Radiation	(20 320)	(1 867)	(2 068)	(6 282)	–	(8 549)	–	(39 086)
Solde au 30 juin 2016	1 559 948 \$	364 530 \$	510 071 \$	736 700 \$	32 483 \$	73 922 \$	28 352 \$	3 306 006 \$
<b>Valeur comptable nette</b>								
30 juin 2015	1 366 947 \$	157 541 \$	170 541 \$	330 949 \$	9 473 \$	43 462 \$	2 958 \$	2 081 871 \$
30 juin 2016	1 336 378	147 024	137 326	310 912	6 631	28 681	–	1 966 952

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

## 8. Immobilisations incorporelles et goodwill

	Acquis						Total immobilisations incorporelles	Goodwill
	Brevet	Dossiers patients, permis et autres	Logiciels	Clause de non-concurrence	Technologie de tapis capteur développée à l'interne	Logiciel développé à l'interne		
<b>Coût</b>								
Solde au 30 juin 2014	2 637 774 \$	1 339 519 \$	57 701 \$	98 833 \$	51 360 \$	386 565 \$	4 571 752 \$	2 692 367 \$
Acquisitions	–	–	–	–	–	139 286	139 286	–
Solde au 30 juin 2015	2 637 774	1 339 519	57 701	98 833	51 360	525 851	4 711 038	2 692 367
Acquisitions	–	–	–	–	–	53 001	53 001	–
Solde au 30 juin 2016	2 637 774 \$	1 339 519 \$	57 701 \$	98 833 \$	51 360 \$	578 852 \$	4 764 039 \$	2 692 367 \$
<b>Cumul des amortissements</b>								
Solde au 30 juin 2014	444 017 \$	269 192 \$	29 378 \$	71 083 \$	42 372 \$	– \$	856 042 \$	– \$
Amortissement	293 086	95 683	8 497	8 000	8 988	37 200	451 454	–
Solde au 30 juin 2015	737 103	364 875	37 875	79 083	51 360	37 200	1 307 496	–
Amortissement	293 085	95 683	5 948	8 000	–	104 614	507 330	–
Solde au 30 juin 2016	1 030 188 \$	460 558 \$	43 823 \$	87 083 \$	51 360 \$	141 814 \$	1 814 826 \$	– \$
<b>Valeur comptable nette</b>								
30 juin 2015	1 900 671 \$	974 644 \$	19 826 \$	19 750 \$	– \$	488 651 \$	3 403 542 \$	2 692 367 \$
30 juin 2016	1 607 586	878 961	13 878	11 750	–	437 038	2 949 213	2 692 367

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

## 8. Immobilisations incorporelles et goodwill (suite)

Aux fins du test de dépréciation, le goodwill est affecté à une seule UGT, soit la Société dans son ensemble, qui représente le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour les besoins de gestion interne.

La valeur recouvrable de ce regroupement d'UGT est établie selon le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de sortie. Cette valeur a été déterminée en tenant compte du prix de l'action cotée sur les marchés actifs. La juste valeur du regroupement d'UGT prise dans son ensemble est classée dans la hiérarchie des justes valeurs comme Niveau 3.

## 9. Emprunt bancaire

Les facilités de crédit de la Société, totalisant 550 000 \$, lesquelles étaient inutilisées aux 30 juin 2016 et 2015, sont assujetties à une révision annuelle et se composent de marges de crédit à l'exploitation remboursables à vue. Les emprunts en vertu de la marge de crédit à l'exploitation portent intérêt au taux préférentiel canadien plus 1,5 %. Les facilités de crédit sont garanties par les créances, les stocks et certaines immobilisations corporelles de la Société d'une valeur comptable de 3 023 306 \$. Aux termes des modalités des ententes bancaires et de ses emprunts à long terme, la Société est tenue de maintenir certains ratios financiers. Aux 30 juin 2016 et 2015, la Société respectait les clauses restrictives.

## 10. Fournisseurs et autres créditeurs

	2016	2015
Fournisseurs et frais courus	526 993 \$	1 135 741 \$
Salaires et avantages sociaux	518 944	527 662
	1 045 937 \$	1 663 403 \$

## 11. Produits différés

	2016	2015
Dépôts clients	222 263 \$	291 221 \$
Produits différés du programme de fidélisation	70 100	77 808
	292 363 \$	369 029 \$

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

## 12. Dette à long terme

La dette à long terme se compose des éléments suivants :

	2016	2015
Prêt à terme, remboursable par mensualités de 66 666 \$ plus les intérêts calculés au taux préférentiel canadien plus 1,50 %, échéance prévue en décembre 2016 en vertu des mensualités exigibles, garanti par une hypothèque de premier rang sur l'universalité des biens, incluant entre autres les actifs corporels, incorporels, les stocks et les créances, pour une valeur comptable de 7 467 717 \$ plus une garantie sous forme d'un cautionnement. Voir a)	360 626 \$	1 645 285 \$
Billet à payer, avec intérêts au taux de 3,75 % annuellement, remboursé au cours de 2016	–	200 000
Billet à payer, avec intérêts au taux de 3,75 % annuellement, remboursé au cours de 2016	–	20 000
Autre emprunt, remboursé au cours de 2016	–	6 581
	360 626	1 871 866
Tranche échéant à moins d'un an	360 626	1 031 213
<b>Dette à long terme</b>	<b>– \$</b>	<b>840 653 \$</b>

Le remboursement de principal exigible sur la dette à long terme s'établit comme suit :

2017	360 626 \$

a) Le 22 avril 2013, la Société a conclu une convention de crédit auprès d'une institution financière canadienne en vertu de laquelle le prêteur a mis à la disposition de la Société les facilités de crédit suivantes :

- i) un prêt à terme garanti, non renouvelable de cinq ans d'un montant maximal de 7 200 000 \$ dans le but de financer la Société.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

## 12. Dette à long terme (suite)

- a) Le 22 avril 2013, la Société a conclu une convention de crédit auprès d'une institution financière canadienne en vertu de laquelle le prêteur a mis à la disposition de la Société les facilités de crédit suivantes (suite) :
- ii) une marge de crédit, garantie par les débiteurs et les stocks de la Société au montant maximal de 550 000 \$ (note 9).

La Société a jusqu'à présent utilisé 4 100 000 \$ du prêt à terme. Une partie des montants en vertu du prêt à terme de la convention de crédit sont remboursables avant échéance, sans pénalités.

## 13. Capitaux propres

- a) Capital-actions

- i) Le capital-actions autorisé de la Société est constitué de ce qui suit :

Un nombre illimité d'actions ordinaires, avec droit de vote et participantes, sans valeur nominale

Un nombre illimité d'actions privilégiées, pouvant être émises en séries, aux droits, privilèges et conditions à être déterminés lors de leur émission, sans valeur nominale.

- ii) Les actions ordinaires émises et en circulation sont les suivantes :

	Nombre	Dollars
Solde au 1 <sup>er</sup> juillet 2014	75 722 673	14 692 692 \$
Émis	500 000	225 000
Exercice d'options sur actions	50 000	13 495
Solde au 30 juin 2015	76 272 673	14 931 187
Exercice d'options sur actions	50 000	13 495
Actions annulées à la suite du rachat public d'actions	(3 813 633)	(746 744)
Solde au 30 juin 2016	72 509 040	14 197 938 \$

50 000 options d'achat d'actions ont été exercées au cours de l'exercice clos le 30 juin 2016 (50 000 en 2015) pour une contrepartie en trésorerie de 7 500 \$ (7 500 \$ en 2015).

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

---

## 13. Capitaux propres (suite)

### a) Capital-actions (suite):

#### ii) Les actions ordinaires émises et en circulation sont les suivantes (suite):

Un montant de 5 995 \$ (5 995 \$ en 2015) a été reclassé au surplus d'apport à la suite de l'exercice de ces options. Le prix moyen de l'action à la date de l'exercice des options était de 0,32 \$ par action (0,79 \$ en 2015).

La Société a annoncé le 28 avril 2015 une émission du Trésor de 500 000 actions ordinaires à un prix de 0,45 \$ par action ordinaire pour un produit total de 225 000 \$ relativement à l'acquisition de 49 % des actions ordinaires d'Orthoconcept (2008) inc. détenues par les actionnaires sans contrôle. Aucune contrepartie en trésorerie n'a été reçue par la Société. Les actions émises seront sous écrou pour une période de quatre (4) ans dont la moitié sera libérée après vingt-quatre (24) mois.

La Société a racheté 3 813 633 actions ordinaires en 2016 (néant en 2015) à un prix moyen de 0,19 \$. L'excédent de la valeur aux livres des actions sur le prix payé a été imputé aux résultats non distribués.

### b) Rémunération à base d'actions

Le régime d'options d'achat d'actions de la Société prévoit l'attribution d'options, par le conseil d'administration, à certains administrateurs, dirigeants, conseillers et employés leur permettant d'acquérir des actions ordinaires jusqu'à concurrence de 5 000 000 d'actions ordinaires. Les droits rattachés aux options attribuées sont acquis la journée de l'octroi. La durée maximale d'une option est de 10 ans et les conditions de levée sont déterminées lors de leur attribution.

Le prix d'exercice ne sera jamais moindre que le cours en vigueur le jour de l'attribution, moins les escomptes applicables autorisés par la Bourse TSX. Le nombre d'actions pouvant être accordées à un administrateur, un dirigeant ou un employé de la Société ne doit pas dépasser 5 % des actions émises et en circulation du capital social. Ce pourcentage s'établit à 2 % pour les consultants.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

## 13. Capitaux propres (suite)

### b) Rémunération à base d'actions (suite)

Le tableau suivant présente les informations au sujet des variations survenues depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2014 à l'égard des options sur actions :

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au 30 juin 2014	1 691 667	0,20 \$
Exercées	(50 000)	0,15
Solde au 30 juin 2015	1 641 667	0,20
Exercées	(50 000)	0,15
Solde au 30 juin 2016	1 591 667	0,21 \$
Options pouvant être exercées à la clôture de l'exercice	1 591 667	0,21 \$

Le tableau suivant présente le détail des options sur actions en circulation :

2016					
Options en circulation			Options pouvant être exercées		
Fourchette de prix d'exercice	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Nombre d'options pouvant être exercées	Prix d'exercice moyen pondéré
0,11 \$ à 0,14 \$	100 000	0,11 \$	4,17	100 000	0,11 \$
0,15 \$ à 0,16 \$	1 291 667	0,15	3,16	1 291 667	0,15
0,17 \$ à 0,62 \$	200 000	0,62	6,86	200 000	0,62
	1 591 667			1 591 667	

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

## 13. Capitaux propres (suite)

### b) Rémunération à base d'actions (suite)

Le tableau suivant présente le détail des options sur actions en circulation (suite):

		2015			
		Options en circulation		Options pouvant être exercées	
Fourchette de prix d'exercice	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Nombre d'options pouvant être exercées	Prix d'exercice moyen pondéré
0,11 \$ à 0,14 \$	100 000	0,11 \$	5,18	100 000	0,11 \$
0,15 \$ à 0,16 \$	1 341 667	0,15	4,16	1 341 667	0,15
0,17 \$ à 0,62 \$	200 000	0,62	7,86	200 000	0,62
	1 641 667			1 641 667	

La Société n'a enregistré aucune charge relative à des paiements fondés sur des actions pour les exercices clos les 30 juin 2016 et 2015.

### c) Résultat par action

#### i) Résultat par action de base

Le calcul du profit net par action de base au 30 juin 2016 est basé sur un profit net attribuable aux propriétaires de la Société de 111 733 \$ (perte nette de 6 981 455 \$ en 2015), et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de 75 185 043 (75 851 440 en 2015) est calculé comme suit :

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	2016	2015
Actions ordinaires émises au 1 <sup>er</sup> juillet	76 272 673	75 722 673
Effet de l'acquisition de participation ne donnant pas le contrôle	–	117 061
Effet des options d'achat d'actions exercées	14 449	11 706
Effet de l'annulation d'actions à la suite d'une offre publique de rachat	(1 102 079)	–
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires au 30 juin	75 185 043	75 851 440

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

## 13. Capitaux propres (suite)

- c) Résultat par action (suite)
  - ii) Résultat par action dilué

Le calcul du profit net par action dilué au 30 juin 2016 est basé sur un profit net de 111 733 \$ (perte nette de 6 981 455 \$ en 2015), et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après ajustement pour les effets potentiellement dilutifs de toutes les options d'achat d'actions ordinaires, est calculé comme suit :

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué)	2016	2015
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base	75 185 043	75 851 440
Effet des titres potentiels dilutifs	707 629	–
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué au 30 juin	75 892 672	75 851 440

Au 30 juin 2016, toutes les options ont été incluses au calcul du nombre moyen pondéré d'actions diluées en raison de leur effet dilutif.

Au 30 juin 2015, la perte diluée par action équivalait au même montant que la perte correspondante au résultat de base par action en raison de l'effet anti dilutif des options d'achat d'actions occasionné par la perte subie au cours de l'exercice.

La valeur moyenne du marché des actions de la société pour fins du calcul de l'effet dilutif des options d'achat d'actions est basée sur des prix cotés sur le marché pour la période durant laquelle les options étaient en circulation.

## 14. Engagements

La Société s'est engagée en vertu des baux pour les lieux occupés et d'un contrat de publicité à verser des paiements minimaux s'établissant comme suit :

	2016	2015
Moins d'un an	1 072 427 \$	1 108 498 \$
Plus d'un an et moins de cinq ans	2 898 888	2 593 575
Plus de cinq ans	929 038	412 907
	4 900 353 \$	4 114 980 \$

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

---

## 14. Engagements (suite)

La charge locative pour l'exercice clos le 30 juin 2016 est de 1 324 484 \$ (1 349 073 \$ en 2015).

## 15. Participation ne donnant pas le contrôle

Le 28 avril 2015, la Société a acquis 49 % des actions émises et en circulation d'Orthoconcept (2008) inc., devenant ainsi l'actionnaire unique d'Orthoconcept (2008) inc. Cette transaction est une transaction non monétaire et est ainsi exclue des tableaux consolidés des flux de trésorerie.

---

	28 avril 2016	28 avril 2015
Produits	– \$	4 230 199 \$
Perte nette et résultat global	– \$	(85 231)\$
Perte nette et résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	– \$	(41 763)\$

---

## 16. Autres éléments

La nature de ces autres éléments provient d'une part d'un différend passé relatif à l'interprétation de la part de Revenu de Québec (« RQ »), qui modifierait le traitement fiscal relativement à l'application des taxes de vente des chaussures sous ordonnance médicale. Selon cette interprétation, même sous ordonnance médicale, les chaussures orthopédiques préfabriquées seraient taxables. En 2015, cette décision a été contestée par la Société et elle était en attente de règlement. Chacune des filiales de la Société ont fait l'objet d'un avis de cotisation individuellement par le RQ. La direction a provisionné la totalité de la cotisation imposée par RQ.

Durant l'exercice 2016, à la suite de nouvelles communications favorables de RQ, il y a eu un renversement de la provision préalablement enregistré à cet effet.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

## 16. Autres éléments (suite)

D'autre part, en raison de l'incertitude quant au recouvrement du crédit d'impôt remboursable de 2008 acquis lors de l'acquisition des actions ordinaires émises et en circulation de Victhom Bionique Humaine inc. le 26 avril 2013, la Société a renversé le montant ayant été comptabilisé à l'origine durant l'exercice 2015.

Le tableau qui suit indique la nature des montants inclus dans les autres éléments des états consolidés du résultat global.

	2016	2015
(Renversement) charge de RQ lié aux taxes de vente couvrant les exercices 2011-2013	(170 393)\$	170 393 \$
Renversement du crédit d'impôt non remboursable de 2008 de Victhom Bionique Humaine inc.	-	169 519
	(170 393)\$	339 912 \$

## 17. Informations supplémentaires concernant les états consolidés du résultat global

Charges au titre des avantages du personnel

	2016	2015
Traitements et salaires (y compris les primes et les incitatifs à long terme)	6 259 957 \$	6 788 274 \$

## 18. Charge d'impôts sur le résultat

Les composantes importantes de la charge d'impôts sur le résultat s'établissent comme suit :

	2016	2015
Impôts sur le résultat recouverts	(14 314)\$	(20 738)\$
Impôts différés		
Réduction de valeur liée aux actifs d'impôts reconnus durant les exercices antérieurs	-	6 401 319
Naissance et renversement des différences temporelles	(36 789)	154 049
Variation des différences temporelles déductibles non comptabilisées	36 789	(154 049)
(Recouvrement) charge d'impôts sur le résultat	(14 314)\$	6 380 581 \$

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

## 18. Charge d'impôts sur le résultat (suite)

Le rapprochement des impôts sur le résultat calculé aux taux d'imposition canadiens en vigueur de 26,90 % pour les exercices 2016 et 2015 et la charge d'impôts sur le résultat s'établissent comme suit :

	2016	2015
Impôts sur le résultat aux taux d'imposition prévus par la loi	26 206 \$	(172 869)\$
Augmentation imputable aux éléments suivants :		
Charges non déductibles	10 583	18 820
Variations des différences temporaires déductibles de l'exercice non comptabilisées	-	135 002
Réduction de valeur liée aux actifs d'impôts reconnus durant les exercices antérieurs	-	6 401 319
Attributs fiscaux des années précédentes non reconnus comptabilisés au cours de l'exercice	(35 554)	-
Autres	(15 549)	(1 691)
(Recouvrement) charge d'impôts sur le résultat	(14 314)\$	6 380 581 \$

## 19. Impôts et crédits d'impôt différés

Le tableau suivant présente les composantes de l'actif et du passif d'impôts sur le résultat différés :

	2016		2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Report de pertes	1 710 675 \$	- \$	1 875 356 \$	- \$
Dépense de recherche et développement	775 958	-	735 966	-
Immobilisations corporelles	299 606	-	153 150	-
Immobilisations incorporelles	-	666 349	-	780 231
Frais de financement	27 223	-	43 264	-
Autres	37 558	-	19 911	-
Crédits d'impôt fédéraux différés	3 102 391	834 543	3 290 155	885 052
	5 953 411	1 500 892	6 117 802	1 665 283
Compensation des actifs et passifs	(1 500 892)	(1 500 892)	(1 665 283)	(1 665 283)
	4 452 519 \$	- \$	4 452 519 \$	- \$

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

## 19. Impôts et crédits d'impôt différés (suite)

Au besoin, une réduction de valeur est comptabilisée pour ramener la valeur des actifs d'impôts différés et crédits d'impôt différés à un montant dont la réalisation est probable. Au moment d'estimer la probabilité de réalisation de ces actifs, la direction évalue s'il est probable ou non que la totalité des actifs sera réalisée. Ultiment, la réalisation de ces actifs dépend de la réalisation de résultats imposables futurs et de l'admissibilité des attributs fiscaux. Si la Société détermine qu'elle pourra réaliser ses actifs d'impôts et crédits d'impôt non reconnus, elle en rajustera le montant et ajustera le résultat de l'exercice au cours duquel elle en arrive à ce constat.

Les pertes reportées autres qu'en capital ont une échéance allant de 2026 à 2033. La Société n'a pas reconnu des pertes autres qu'en capital fédéral pour un montant de 27 223 110 \$ au 30 juin 2016 (26 627 053 \$ au 30 juin 2015).

Les crédits d'impôt différés représentent des crédits d'impôt non remboursables au titre de la recherche et du développement aux fins de l'impôt canadien. La Société n'a pas reconnu des crédits d'impôt différés pour un montant totalisant 3 709 909 \$ au 30 juin 2016 (3 712 203 \$ au 30 juin 2015).

Les dépenses de recherche et développement n'ont pas d'échéance. La Société n'a pas reconnu des dépenses de recherche et développement pour un montant de 27 906 788 \$ au fédéral et 36 312 946 \$ au provincial au 30 juin 2016 (26 046 068 \$ au fédéral et 36 437 851 \$ au provincial au 30 juin 2015).

Le sommaire des attributs fiscaux disponibles qui peuvent réduire le revenu futur imposable de la Société et les impôts à payer se résume comme suit :

Pertes autres qu'en capital - Fédéral

Année d'expiration	Solde à la fin de l'année
2026	4 437 284 \$
2027	5 910 863
2028	7 623 199
2029	142 493
2030	5 953 129
2031	1 224 850
2032	875 901
2033	1 055 391
	<b>27 223 110 \$</b>

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

## 19. Impôts et crédits d'impôt différés (suite)

Pertes autres qu'en capital - Québec

Année d'expiration	Solde à la fin de l'année
2027	- \$
2028	4 689 451
2029	46 174
2030	6 479 490
2031	1 223 937
2032	881 574
2033	1 054 794
	<hr/>
	14 375 420 \$

Crédits d'impôt à l'investissement - Fédéral

Année d'expiration	Solde à la fin de l'année
2023	253 606 \$
2024	952 247
2025	1 095 337
2026	1 027 182
2027	924 967
2028	1 087 628
2029	778 571
2030	537 265
2033	18 881
2034	43 610
2035	42 557
2036	50 449
	<hr/>
	6 812 300 \$

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

---

## 19. Impôts et crédits d'impôt différés (suite)

Dépenses de recherche et développement

---

Année d'expiration	Solde à la fin de l'année
Illimité - Fédéral	27 906 788 \$
Illimité - Québec	42 833 600

---

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

## 19. Impôts et crédits d'impôt différés (suite)

La variation des actifs et passifs d'impôts sur le résultat différés s'établit comme suit :

	Solde au 30 juin 2014	Résultats	Solde au 30 juin 2015	Résultats	Solde au 30 juin 2016
Report de pertes	4 606 946 \$	(2 731 590)\$	1 875 356 \$	(164 681)\$	1 710 675 \$
Dépenses de recherche et développement	3 724 541	(2 988 575)	735 966	39 992	775 958
Immobilisations corporelles	(41 453)	194 603	153 150	146 456	299 606
Immobilisations incorporelles	(878 231)	98 000	(780 231)	113 882	(666 349)
Frais de financement	61 936	(18 672)	43 264	(16 041)	27 223
Crédits d'impôt fédéraux différés	3 366 103	(961 000)	2 405 103	(137 255)	2 267 848
Autres	13 996	5 915	19 911	17 647	37 558
	10 853 838 \$	(6 401 319)\$	4 452 519 \$	- \$	4 452 519 \$

Aux 30 juin 2016 et 2015, aucun passif d'impôt sur le résultat différé n'a été constaté relativement aux différences temporelles découlant de placements dans des filiales puisque la Société contrôle les décisions relativement à la réalisation de ces passifs et qu'il est probable que les différences temporelles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

## 20. Transactions avec des parties liées

Les filiales de la Société sont énumérées dans le tableau suivant :

Nom	Pays d'incorporation	Part d'intérêt	
		2016	2015
Laboratoire Victhom inc.	Canada	100 %	100 %
Orthoconcept (2008) inc.	Canada	– % <sup>i)</sup>	100 %
Polyclinique Victhom inc.	Canada	100 %	– %

<sup>i)</sup> Cette filiale a été fusionnée avec Laboratoire Victhom inc. durant l'exercice 2016.

Le 28 avril 2015, la Société a acquis 49 % des actions émises et en circulation d'Orthoconcept (2008) inc., devenant ainsi l'actionnaire unique d'Orthoconcept (2008) inc.

Rémunération des principaux dirigeants pour les exercices clos le 30 juin :

	2016	2015
Avantages courants	362 727 \$	356 750 \$
Honoraires de consultation	80 000	80 000
	442 727 \$	436 750 \$

Autres transactions avec des parties liées pour les exercices clos le 30 juin :

	2016	2015
Transactions avec une entité ayant un actionnaire commun - achats	158 517 \$	331 136 \$
Solde à payer à des membres du C.A.	11 058	–
Transactions avec une entité ayant un actionnaire commun - redevances	10 901	6 704
Solde à payer à une entité ayant un actionnaire commun	2 805	87 543

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

## 21. Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement reliés aux activités opérationnelles

La variation nette se détaille comme suit :

	2016	2015
Clients et autres débiteurs	(20 661)\$	957 148 \$
Crédits d'impôt à l'investissement à recevoir	67 968	(55 959)
Stocks	218 706	28 746
Charges payées d'avance	(17 716)	13 851
Fournisseurs et autres créditeurs	(613 841)	115 364
Produits différés	(76 666)	(130 452)
	(442 210)\$	928 698 \$

## 22. Instruments financiers

### a) Information sur la juste valeur des instruments financiers

Le classement des instruments financiers selon la hiérarchie des justes valeurs doit être déterminé d'après le niveau de données d'entrée le plus bas qui sera important pour la réévaluation de la juste valeur dans son intégralité.

La Société détient des actifs classés en prêts et créances et des passifs financiers au coût amorti. La Société a établi que la valeur comptable de ces actifs et passifs financiers à court terme se rapproche de leur juste valeur en raison de la période relativement brève qui reste à courir jusqu'à l'échéance de ces instruments.

La juste valeur de la dette à long terme, qui est déterminée à des fins de divulgation selon le Niveau 3 de détermination de justes valeurs, est calculée sur la valeur actualisée des sorties de fonds en capital et intérêts, escomptées au taux du marché à la date de clôture, et a été déterminé à 366 667 \$ au 30 juin 2016 (1 893 247 \$ en 2015).

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

## 22. Instruments financiers (suite)

### b) Risques découlant des instruments financiers et gestion des risques

La Société est exposée à une variété de risques financiers, y compris le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (y compris les risques de change et de taux d'intérêt). Le programme de gestion du risque global de la Société met l'accent sur l'imprévisibilité des marchés financiers et vise à minimiser les effets négatifs potentiels sur la performance financière de la Société.

#### i) Risque de crédit

Le risque de crédit résulte de la possibilité qu'une perte puisse survenir en raison de l'incapacité d'une autre partie à se conformer aux obligations du contrat. La Société effectue un suivi régulier de son exposition au risque de crédit et elle prend des mesures pour atténuer les probabilités que cette exposition se traduise par des pertes réelles.

Dans le cours normal de ses activités, la Société effectue un suivi de la condition financière de ses clients. Aux 30 juin 2016 et 2015, la Société n'est exposée à aucun risque important relatif aux clients et autres débiteurs. La Société établit une provision pour créances douteuses qui correspond au risque de crédit associé à ses propres clients, aux tendances historiques et à la conjoncture économique. Au 30 juin 2016, des comptes clients de 27 712 \$ (205 661 \$ au 30 juin 2015) étaient en souffrance et une provision pour créances douteuses de 27 712 \$ (125 733 \$ au 30 juin 2015) a été comptabilisée. L'analyse du classement chronologique des comptes clients avant provision pour mauvaises créances est présentée ci-après :

	2016	2015
Courant et jusqu'à trois mois	266 747 \$	351 521 \$
Plus de trois mois	106 371	96 780
	373 118 \$	448 301 \$

De plus, les instruments financiers qui pourraient exposer la Société à des concentrations significatives de risque de crédit consistent en dépôts sous forme de trésorerie et de placements temporaires. La Société effectue ses placements auprès de grandes institutions financières nord-américaines. La Société a des politiques de placement conçues pour assurer la sécurité et la préservation de son capital, répondre à ses besoins en liquidités et offrir des rendements appropriés.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

## 22. Instruments financiers (suite)

### b) Risques découlant des instruments financiers et gestion des risques (suite)

#### ii) Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières lorsque celles-ci seront exigibles. L'approche de la Société en matière de gestion du risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'elle aura suffisamment de liquidités pour régler ses passifs lorsqu'ils deviendront exigibles, dans des conditions normales aussi bien qu'inhabituelles, sans subir de pertes excessives ou risquer que sa réputation soit atteinte. En outre, la Société gère le risque de liquidité en surveillant constamment ses flux de trésorerie réels et projetés.

Le tableau qui suit indique les montants exigibles en fonction des dates d'échéance contractuelles des passifs financiers aux 30 juin 2016 et 2015 :

		2016			
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	0 à 12 mois	1 à 3 ans	+ de 3 ans
Fournisseurs et autres créiteurs	1 045 937 \$	1 045 937 \$	1 045 937 \$	– \$	– \$
Dette à court terme	360 626	366 667	366 667		

		2015			
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	0 à 12 mois	1 à 3 ans	+ de 3 ans
Fournisseurs et autres créiteurs	1 663 403 \$	1 663 403 \$	1 663 403 \$	– \$	– \$
Dette à long terme	1 871 866	1 971 978	1 083 295	888 683	–

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

---

## 22. Instruments financiers (suite)

### b) Risques découlant des instruments financiers et gestion des risques (suite)

#### iii) Risque de change

La Société réalise moins de 1 % de ses produits en monnaie étrangère et 11 % (21 % en 2015) de ses achats en euros. Par conséquent, la Société est exposée à des risques de marché liés aux fluctuations de l'euro. Les fournisseurs et autres créiteurs incluent un solde de 12 123 \$ libellé en euros.

Aux 30 juin 2016 et 2015, si les autres variables demeurent inchangées, une variation à la hausse ou à la baisse de 0,01 \$ de la valeur du dollar canadien par rapport à l'euro n'aurait pas d'incidence significative sur le résultat net.

#### iv) Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Société à un risque de juste valeur alors que les instruments financiers à taux variables l'exposent à un risque de variation des flux de trésorerie.

Aux 30 juin 2016 et 2015, une augmentation ou une diminution hypothétique de 1 % du taux d'intérêt au cours de l'exercice n'aurait pas d'incidence significative sur le résultat net.

## 23. Information concernant le capital

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à disposer de liquidités suffisantes lui permettant de commercialiser ses produits, de financer ses activités de vente et de marketing, ses activités de recherche et de développement, ses charges générales et administratives, son fonds de roulement et l'ensemble de ses dépenses en immobilisations, y compris celles associées aux immobilisations corporelles et incorporelles. La capacité de financer ses besoins dans l'avenir dépend de la capacité de la Société d'accéder à des capitaux supplémentaires et de maintenir les flux de trésorerie provenant de ses opérations.

Depuis sa création, la Société finance ses besoins à même ses flux de trésorerie et ses emprunts institutionnels qui sont sujets à diverses clauses restrictives, qui étaient toutes respectées aux 30 juin 2016 et 2015. La Société essaie autant que possible d'optimiser ses besoins de liquidités par des sources non dilutives, notamment des crédits d'impôt à la recherche, des subventions et des emprunts bancaires. De temps à autres, la Société rachète ses propres actions. Le montant de ces achats dépend du prix du marché des actions.

Les objectifs de gestion du capital présentés ci-dessus demeurent inchangés comparativement à l'exercice précédent.

# ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)  
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2016 et 2015

---

## **23. Information concernant le capital (suite)**

Au 30 juin 2016, la trésorerie s'élève à 2 009 178 \$ et les placements temporaires à 6 006 792 \$. La Société est d'avis que ses rentrées nettes liées à l'exploitation et les ressources financières existantes devraient être suffisantes pour répondre aux besoins de la Société au-delà du 30 juin 2017.

## **24. Information sectorielle**

La Société dispose d'un seul secteur isolable, celui du marché orthopédique, et aide à la mobilité. Elle vend ses produits sur le marché canadien et la totalité de ses activités sont menées au Canada.